

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 30/006/2009

ÉFAI

24 juin 2009

Guinée-Bissau. Il est essentiel que les droits humains soient respectés durant le scrutin présidentiel

À l'approche de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau prévue dimanche 28 juin 2009, Amnesty International invite les candidats, le gouvernement et les forces de sécurité à s'engager publiquement à respecter les droits humains durant la période électorale et post-électorale. Le gouvernement et les forces de sécurité doivent veiller à ce que les forces armées ne bafouent pas les droits fondamentaux et traduire en justice ceux qui se rendent responsables de violations.

Le climat d'insécurité et de peur, nourri par les mesures d'intimidation, les persécutions, les arrestations arbitraires et les actes de torture infligés aux détracteurs des forces armées et aux opposants réels ou présumés, est loin d'être propice à l'exercice de la liberté d'expression. Dans ce climat, les citoyens ne sont pas en mesure d'exercer leur droit de participer librement et sans peur à la direction des affaires publiques.

Le scrutin se déroulera sous la surveillance d'observateurs internationaux mandatés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Amnesty International demande à ces observateurs de considérer également l'observance des droits humains durant les élections.

Les autorités auraient déclaré que l'élection présidentielle allait se dérouler dans le respect des droits fondamentaux. Toutefois, à ce jour, aucune enquête n'a été ouverte sur l'homicide illégal de quatre personnes, dont un candidat à l'élection, perpétré le 5 juin 2009. Par ailleurs, plusieurs journalistes ont reçu des menaces déguisées. Au moins un journaliste a été détenu pendant une brève période et interrogé par les forces armées sur l'un de ses articles. Les candidats à l'élection présidentielle craignent pour leur sécurité, ce qui ne leur permet pas de faire campagne librement. L'un des candidats s'est même retiré de la course à la présidence. Redoutant d'être arrêtés et torturés par les forces armées, plusieurs politiciens et parlementaires sont passés dans la clandestinité.

Les militaires continuent d'appréhender de manière arbitraire et de torturer des proches de l'ancien président João Bernardo Vieira ou des victimes du 5 juin. Au moins deux personnes ont été arrêtées durant la semaine du 15 juin. Conduites dans un bâtiment de l'armée, elles ont été torturées avant d'être relâchées sans inculpation. En outre, les personnes arrêtées de manière arbitraire le 5 juin ou les jours qui ont suivi sont toujours détenues sans inculpation ni jugement par l'armée, en violation du droit national et international.

Amnesty International demande instamment aux autorités bissau-guinéennes, et notamment aux forces armées, de :

- protéger et respecter le droit à la liberté d'expression et d'opinion, notamment la liberté des médias de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations ;
- faire en sorte que les candidats puissent mener leur campagne librement et sans peur et que les électeurs puissent jouir de leur droit de ne pas être intimidés ni harcelés ;
- ne pas contester le résultat de l'élection ;
- enquêter sur toutes les atteintes aux droits humains commises par les forces de sécurité durant la période électorale et déférer à la justice les auteurs présumés ;
- enquêter de toute urgence sur les exécutions illégales, les arrestations arbitraires et les actes de torture perpétrés le 5 juin.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.